

Un deuxième 1er novembre pour refonder

Au peuple algérien
Avons-nous failli ?

Le projet libérateur porté par l'Appel du 1er novembre 1954 reste inachevé. Le rêve d'émancipation pour lequel tant de sacrifices ont été consentis s'est transformé en cauchemar: l'Algérie d'aujourd'hui n'est pas un pays où il fait bon vivre et n'offre pas un avenir à ses enfants. Deux phénomènes le signent: l'exil par la mer, d'aventure personnelle est devenu un projet familial et une oligarchie politico-militaire spoliatrice des richesses nationales et détentrice des biens immobiliers et financiers dans des capitales étrangères.

Depuis le coup de force de l'été 1962, un système politique autoritaire, corrompu et corrupteur s'est installé, éloigné des aspirations populaires, a fini par défigurer l'image de l'Algérie et celle de l'Algérien ; ce système, sème la non-vie, reproduit le même mépris que celui du colonisateur : hier, les Algériens, jugés immatures pour l'indépendance, aujourd'hui, considérés inaptes à la démocratie.

La fracture coloniale n'a pas disparu. Elle a muté. A la séparation entre colons et indigènes a succédé celle entre un peuple exclu et une minorité prédatrice. A l'aube de l'indépendance, nous avons l'Algérie des pauvres et celle des fonctionnaires qui s'est accaparée Les biens vacants et les fonctions administratives laissés par la France. Une formule populaire résume l'état des lieux : *Chaab fi oued wa el Houkouma fi oued - le peuple dans un monde*, le pouvoir dans un autre. Nous devons reconnaître, hélas, que nous vivons désormais dans deux Algérie : Celle du Système, des privilèges et des généraux, et celle du peuple en souffrance.

Le Hirak populaire du 22 février est l'évènement dateur dans notre histoire politique contemporaine car il se présente comme un moment de dépassement de cette situation tragique, de cet affrontement stérile et destructeur entre le Système et le peuple qui dure depuis 1962.

Quelle est la vérité du Hirak ? Il a révélé la vraie nature de la crise : une rupture nationale profonde, enracinée depuis 1962. Quand les manifestants scandent « le peuple veut l'indépendance » le 5 juillet 2019, ils affirment que celle de 1962 n'était pas complète et que le processus de libération reste une tâche à poursuivre.

Deux fois dans son histoire contemporaine, le peuple algérien a réclamé son indépendance. Le Manifeste du 1er novembre 1954, né d'une scission dans le mouvement national reste notre socle commun car il promettait la restauration de l'État algérien souverain, démocratique et social dans le cadre des principes islamiques ainsi que le respect de toutes les libertés fondamentales. Il demeure notre boussole, car il incarne notre conscience historique.

Depuis 1962, nous vivons une crise de légitimité populaire. Jusqu'à présent, l'Algérien n'a pas le sentiment d'être chez lui et continue à se sentir étranger sur son propre sol.

En 1954, l'esprit du temps encourage les mouvements de libération, maintenant face au nouveau monde qui se dessine, la question est celle de la souveraineté (l'indépendance de la décision politique). Et la souveraineté ne peut faire l'économie de la puissance. Et celle-ci se fonde sur un peuple libre, uni à son élite autour d'un projet collectif de développement.

Tel n'est pas le cas en Algérie.

Le peuple, lui, n'a jamais déserté l'histoire. C'est l'élite qui a failli. Elle s'est coupée du peuple, le méprise, le blâme et le rend responsable de sa propre misère et de cette déchéance. Ce divorce entre le Système et le peuple, aggravé par l'isolement diplomatique et l'asphyxie intérieure, place l'Algérie face à un danger existentiel.

Sauver l'Algérie est notre mission. L'accomplir ou la trahir. Le message du Hirak populaire est clair : refonder ou s'effondrer.

Nous sommes dans l'urgence. Nous avons admis que le seul héros est le peuple et le Hirak massif et unitaire le confirme, il est temps donc de redonner la parole au peuple. Revenir aux urnes pour fonder une souveraineté populaire réelle. Ce retour aux sources exige une réconciliation entre le peuple et les institutions. Il impose une rupture définitive avec la logique des clans, l'arbitraire, la peur et la prédation. C'est pourquoi nous appelons, pour sortir de l'impasse politique mortifère, à des élections présidentielles anticipées.

Le 1er novembre 2025, dans l'esprit du Hirak, nous appelons le peuple à descendre dans la rue, comme en un référendum vivant, pour affirmer haut et fort :

« 63 ans, ça suffit ! Oui à des élections présidentielles anticipées libres et honnêtes ».

Mais avant cela, il faut garantir un climat apaisé, des conditions de transparence, et des garanties claires. Une personnalité nationale crédible pourrait piloter ce processus, en définissant une feuille de route claire pour cet acte salvateur.

Les élections présidentielles auront lieu le 22 février 2026 si les conditions le permettent ou au plus tard le 5 juillet 2026.

Refonder l'Algérie suppose qu'on fasse preuve d'un grand sens de responsabilité historique qui engage le peuple dans sa totalité, de faire taire nos rancunes, de dépasser les clivages idéologiques et de ne penser qu'à l'Algérie de demain. Celle que nous laisserons pour nos enfants.

L'Algérie ne survivra pas à une nouvelle crise. Il nous faut aujourd'hui un compromis historique entre le Système et le Peuple, pour bâtir ensemble une Algérie fraternelle et réconciliée, juste, libre et souveraine dans ses choix et dans son avenir. Et de cette refondation ne doit sortir qu'un seul vainqueur : le peuple algérien.

Rester fidèle au Manifeste du 1er novembre 1954, c'est en incarner l'esprit aujourd'hui. Le Hirak, entré dans sa septième année-comme la guerre de libération- nous transmet son dernier message : « je suis l'accomplissement des idéaux du 1er Novembre ».

Mahmoud SENADJI, Brahim KENTOUR

Algérie du Peuple (Le Secrétariat provisoire)